Questions orales

Nous rencontrerons demain les sous-ministres de toutes les régions du Canada. Nous leur demanderons encore d'accélérer leurs calculs et de nous suggérer la méthode de distribution la plus juste et la plus équitable.

LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, le ministre peut-il garantir qu'à la suite des négociations qui se dérouleront au cours des prochains jours, la contribution financière du gouvernement fédéral répondra aux demandes des céréaliers de l'Ouest?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, permettez-moi de dire à tous les députés que, conformément à nos traditions et à la demande du premier ministre, nous convoquerons la semaine prochaine les leaders du monde agricole à une réunion. Ce sera notre troisième ou quatrième rencontre. Nous leur demanderons quelle serait, en fonction de ce qu'ils produisent, la méthode de distribution la plus juste et la plus équitable.

Les calculs ne sont pas tous terminés. En fait, si le député pouvait me garantir que la température sera bonne pendant les quatre prochaines semaines, alors que 50 p. 100 de la récolte est encore sur pied en Alberta et une plus grande proportion encore dans les autres provinces...

M. le Président: A l'ordre.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE—ON DEMANDE UNE RÉFORME

M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Les déclarations faites cette semaine au sujet de la mauvaise administration des services manitobains du ministère des Affaires indiennes ne nous apprennent rien de nouveau. Quelles mesures le ministre se propose-t-il de prendre pour répondre au besoin pressant d'une importante réforme administrative dans son ministère et pour donner suite aux engagements pris envers les Indiens qui ne sont jamais respectés? Le ministre sait fort bien qu'une enquête de la Gendarmerie royale ne règlera pas des questions de ce genre.

L'hon. Bill McKnight (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, je comprends la préoccupation dont fait état le député. Je veux lui assurer que depuis le mandat de mon prédécesseur et à la suite de la requête formulée par certaines bandes méridionales demandant une vérification spéciale, la réaction du ministère à cette vérification que le député, j'en suis certain, a notée ainsi que les mesures prises pour remédier aux allégations précises de certaines bandes du Manitoba constituent des initiatives appropriées.

Le député devrait également savoir qu'une allégation faite publiquement devrait faire l'objet d'une enquête de la part de la Gendarmerie royale. Cette allégation a été faite par un ancien fonctionnaire du ministère. Ce matin, j'ai communiqué avec le commissaire adjoint de la Gendarmerie royale et lui ai demandé d'entreprendre une enquête dans la région du Manitoba.

ON DEMANDE UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur): Monsieur le Président, le 11 juin dernier, l'ancien ministre déclarait à la Chambre qu'il prendrait des mesures pour savoir si les problèmes qui existent au Manitoba existent aussi dans d'autres régions du pays. Tous les députés savent qu'ils y existent probablement, mais le gouvernement est demeuré silencieux. Ne croit-il pas qu'il serait temps d'entreprendre une enquête approfondie et indépendante sur tous les aspects de l'administration au ministère des Affaires indiennes?

L'hon. Bill McKnight (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, le député sait très bien que l'administration du ministère est en pleine réorganisation et que des changements se poursuivent au sein du ministère depuis 18 mois. Il sait en tant que membre du comité permanent de la Chambre, que ce comité permanent est maître de son destin. S'il veut entreprendre une telle démarche, il lui appartient ainsi qu'aux autres membres du comité d'envisager la chose.

* * *

● (1430)

L'AGRICULTURE

L'AIDE AUX CÉRÉALIERES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'aimerais si possible poser ma question au premier ministre. A quatre reprises lundi, alors qu'il s'expliquait sur sa promesse au premier ministre Devine de débloquent un milliard de dollars, le premier ministre a évoqué les engagements du gouvernement auprès des agriculteurs de l'Ouest, ainsi qu'en atteste le harsard. Hier, le ministre de l'Agriculture a déclaré que cet argent devait être réparti sur l'ensemble de la collectivité agricole de notre pays. Nous savons que les agriculteurs ont des difficultés partout, mais l'engagement qui a été pris concernait les producteurs de céréales des Prairies qui ont eu le sentiment qu'on leur avait promis un milliard de dollars. Le premier ministre va-t-il ou non tenir cette promesse?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai annoncé dès le début que nous travaillerions en étroite collaboration avec le premier ministre Devine et les autres gouvernements provinciaux à élaborer, et je crois que c'est textuellement ce que j'ai dit, «un programme efficace d'aide financière qui donne des liquidités aux producteurs céréaliers du Canada».